

# Une plus grande "supervision démocratique" de la BCE serait-elle utile ?

Transparency International, qui dénonce la corruption, estime que puisque la BCE a un rôle politique, elle devrait être contrôlée démocratiquement. Mais l'ONG omet l'essentiel.

L'organisation, qui se donne l'ambition de lutter contre la corruption des gouvernements, a récemment publié un rapport sur la Banque centrale européenne. Le discours de l'ONG est simple : la BCE a acquis beaucoup de pouvoirs ces derniers temps. Elle ne peut plus être considérée comme une simple autorité technique. Ses décisions sont éminemment politiques et doivent par conséquent faire l'objet d'une supervision plus démocratique. Mais les recommandations de Transparency International passent, selon nous, à côté de l'essentiel et leur application ne contribuerait en rien à accroître l'intégrité du système monétaire européen.

Tout d'abord, l'ONG oublie les raisons pour lesquelles il a été jugé bon d'accroître l'autonomie de la politique monétaire à l'égard des politiciens. Quand les banques centrales étaient pleinement inféodées aux élus, les pressions électoralistes ont toujours conduit à des dérives inflationnistes afin de financer les déficits ; les politiciens utilisaient la création monétaire pour financer leurs dépenses sur le dos des générations futures sans s'embarrasser d'un quelconque affrontement avec les contribuables du présent. Il résultait de ces dérives inflationnistes un système monétaire instable et de piètre qualité.

Sur le papier, les banques centrales sont désormais plus autonomes. Bien sûr, en pratique, cette indépendance est complètement fictive. Leurs décisions sont essentiellement prises dans l'intérêt des gouvernements. En baissant artificiellement les taux d'intérêt, les banques centrales facilitent l'endettement public. En finançant les banques commerciales qui prêtent aux États, elles garantissent à ces derniers une source de revenus presque intarissable malgré leur endettement déjà colossal.

Cette situation paraît satisfaisante mais elle a un coût : le marché du crédit est complètement faussé. Les ressources sont allouées de manière improductive, ce qui contribue à ralentir la croissance économique et donc le recul de la pauvreté.

## La fausse indépendance des pouvoirs politiques et monétaires

Transparency International a donc beau être critique à l'égard de l'indépendance des banques centrales, elle ne songe pas à remettre en cause un lien encore très étroit entre les autorités monétaires et les décideurs élus. Une institution publique ne peut jamais être véritablement indépendante du pouvoir politique. Il subsiste toujours un lien organique. On pourrait faire une comparaison avec les autorités judiciaires. Si les traités commerciaux prévoient des tribunaux arbitraux, c'est bien parce qu'on soupçonne régulièrement les tribunaux d'État de complaisance vis-à-vis de la puissance publique.

La véritable indépendance à l'égard du pouvoir politique est celle qu'offre un secteur privé soumis à la seule loi du marché. Transparency International se fourvoie en pensant que la caution

démocratique suffirait à accroître l'intégrité des décisions de la Banque centrale européenne. C'est tout aussi vrai concernant les éventuels conflits d'intérêt. Le risque de collusion, de conflit d'intérêt et de corruption est consubstantiel à l'activité de supervision et de réglementation des pouvoirs publics.

Lorsque l'on institue une autorité administrative chargée de superviser une industrie, on crée automatiquement un point de contrôle vulnérable à toutes les pressions corporatistes propres au capitalisme de connivence. Ces pressions mettent évidemment en péril le bon fonctionnement de la concurrence, au détriment du consommateur et de sa sécurité. Dans le domaine financier comme ailleurs, la seule méthode crédible pour affaiblir, chez les autorités, le risque de corruption réside dans la réduction de leurs pouvoirs. Moins une autorité est impliquée dans la vie économique, moins il est intéressant de la corrompre pour lui soutirer des faveurs et des privilèges.

Dans le domaine qui nous préoccupe, à savoir la politique monétaire, il conviendrait en réalité de séparer totalement la finance et l'Etat. Ceci implique donc un système financier indépendant, autrement dit, un système monétaire où seule la concurrence et le marché seraient légitimes à définir les règles plus utiles à l'ensemble de la société.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit